

iram



Contribution à l'analyse de la gestion
des risques agricoles au Niger

**Accès aux services financiers et
accès aux marchés**

Niamey, 10 décembre 2015

www.iram-fr.org

1. Introduction générale
2. Risques liés à l'accès aux services financiers
3. Risques liés à l'accès aux marchés
4. Conclusions et pistes pour le débat

1. Introduction générale

Accès aux services financiers et accès aux marchés : une toile de fond commune

- Mouvement de long terme (plusieurs décennies) du secteur agricole nigérien : **monétarisation croissante des ménages.**
 - ➔ Augmentation de la part de la production qui est vendue
 - ➔ Augmentation de la part de l'alimentation qui est achetée
(données Malivao à rappeler)
 - ➔ Achats croissants d'intrants et d'équipements
 - ➔ Progression de l'endettement
 - ➔ Augmentation de la vente de la force de travail
 - ➔ Croissance des transferts monétaires intrafamiliaux
- Ces évolutions génèrent des **risques spécifiques.**
- Permettre aux petits producteurs de **mieux maîtriser ces risques**
 - == Renforcement des capacités d'investissement et amélioration de la sécurité alimentaire.** C'est donc un enjeu très important pour les politiques publiques

2. Accès aux services financiers

- a) Lien entre financement et risques agricoles
- b) Caractéristiques du secteur
- c) Les politiques publiques visant à améliorer l'accès des petits producteurs au financement

Lien entre financement et risques agricoles

- **Certains besoins** des ménages agricoles (achat d'intrants, consommation alimentaire) **ne peuvent être différés dans le temps.**
- **Dans contexte de monétarisation**, cela implique d'ajuster les disponibilités monétaires aux besoins.
 - ➔ **Recours de + en + fréquent des petits producteurs à l'épargne, au crédit et aux transferts.**
- Pour faire face aux besoins les plus pressants, les petits producteurs ont souvent **recours à l'endettement privé** (auprès de commerçants notamment) **à des taux très élevés.** Parfois aussi, sont poussés à la **décapitalisation** (vente d'animaux).

Lien entre financement et risques agricoles (2)

- **L'accès à des services financiers adaptés** permet aux petits producteurs de :
 - Réduire leur exposition aux prêts à taux usuraires.
 - Diversifier leurs activités économiques.
 - Epargner leurs excédents sous des formes liquides et rapidement mobilisables.
 - Investir à moyen – long terme dans des moyens de production
 - Contracter des services d'assurance (santé, par ex)
 - Transférer des ressources entre proches, d'un territoire à l'autre.

Lien entre financement et risques agricoles (3)

- Pour que ce « cercle vertueux » fonctionne, il faut **éviter les risques additionnels liés à la financiarisation de l'économie** :
 - au niveau micro : fragilité des institutions financières (ex : faillite de Taimako) ;
 - au niveau méso : régulation insuffisante du secteur ;
 - au niveau macro : inflation ; insuffisance du crédit à l'économie.
- D'où l'importance d'examiner l'accès aux services financiers selon une **approche globale couvrant l'ensemble des acteurs**: institutions de microfinance, banques commerciales, fonds d'investissements productifs, ...

Au Niger, un taux d'inclusion financière formelle faible

- Les Nigériens ont recours au crédit, effectuent des transferts financiers mais en utilisant très peu les services financiers formels.

	Niger	Afrique Sub-saharienne
% population ayant eu recours à un prêt monétaire au cours des 12 derniers mois	70%	54%
% ayant recours à une institution financière pour ce prêt	1,4%	6,3%

- Dans le cas des petits producteurs, ce sont donc essentiellement les acteurs économiques des chaînes de valeur qui sont les créanciers. Conséquence : taux usuraires ; asymétries de position (contrats liés), ...

Des obstacles structurels à un essor de l'inclusion financière des petits producteurs au Niger

- ✓ Dispersion des producteurs (clients) sur de vastes étendues -> coûts de transaction et de distribution élevés.
- ✓ Coûts des ressources (dépôts des clients ou refinancement) élevés.
- ✓ Coût de provisionnement pour couvrir les risques (nombreux risques, souvent covariants, dont les risques de marché).
- ➔ **Difficile d'avoir une offre de crédit qui soit à la fois abordable pour les petits producteurs et rentable pour les organismes de prêt.**
- Forte baisse du nombre d'IMF entre 2009 et 2012, restructuration du secteur avec dix structures qui représentent 90% de l'encours de crédit.
- Concentration des IMF en milieu urbain.
- Offre peu diversifiée.

Politiques publiques (1) : Soutien à l'accès aux services financiers.

- **La BAGRI** (créée en 2010): Un outil pertinent dans sa conception, mais aux moyens encore limités.
- **Absence de dispositifs de couverture du risque** lié aux prêts accordés aux agriculteurs.
- **Agence de régulation du secteur de la microfinance (2010) et stratégie nationale de finance inclusive 2014-2018.**
- **Quelques projets d'appui au développement de la microfinance.** Focus sur deux d'entre eux :
 - PADMIF. Objectifs : professionnalisation des SFD ; articulation avec le secteur bancaire.
 - PADSAR. Objectifs : amélioration de l'environnement institutionnel, légal et réglementaire de la microfinance ; mise en réseau des SFD ; fonds de refinancement des SFD.

Politiques publiques (2): Soutien aux investissements via les subventions

- Grande diversité de fonds visant à financer (sous forme de subventions) des investissements agricoles, bonifier des prêts, soutenir des actions d'atténuation des crises.
- Ces dispositifs de subventionnement présentent plusieurs limites :
 - Effet de concurrence avec le crédit (les mêmes objets sont visés et les taux de subvention sont entre 80 et 100%)
 - Effet d'aubaine au lieu d'un effet multiplicateur.
 - Analyse séparée des dossiers de crédit et de subvention (limite une vision globale des performances techniques et financières du porteur de projet)
 - Absence de préparation des groupes bénéficiaires (des subventions) à la négociation ultérieure de crédit.

Politiques publiques (3): Vers des interventions intégrant la double démarche

- Plusieurs programmes recherchent une meilleure articulation entre subvention et crédit. Par exemple:
 - PECEA
 - Articulation entre le PADMIF et le DELSA dans le département de Mayahi.
 - PADSR qui a deux composantes : « microfinance » (cf. plus haut) et « investissement communautaire et productif ».
- Cependant, pas encore de stratégie nationale qui traite des deux volets de l'accès au financement des acteurs du secteur agricole : subvention et crédit. La SNFI, par exemple, ne traite pas de l'articulation des SFD avec les actions de subventionnement. Et simultanément, pas de document pour encadrer les activités des nombreux projets qui mettent en œuvre des fonds d'investissements productifs.

Politiques publiques (4): Vers des interventions intégrant la double démarche (suite)

- Le FISAN commence à jouer un rôle en faveur d'une réelle articulation entre crédit et subvention.
- Il encourage l'établissement de partenariats entre une banque commerciale, une IMF et une source de financement (PTF, Etat).
- Objectif : soutenir l'investissement privé, en offrant simultanément à des porteurs de projet, simultanément crédit et subvention (= 30% du montant du projet).

Les défis à relever, les hypothèses à approfondir

- Existe un consensus assez fort sur les orientations des politiques publiques en matière de gestion des risques liés aux services financiers:
 - Renforcement des capacités, du contrôle et de la supervision des IMF.
 - Coordination entre acteurs financiers et acteurs du développement agricole / rural.
 - Amélioration du cadre réglementaire
 - Réduction des coûts d'accès aux services financiers ruraux et couplage entre crédit et subvention.
 - Mise à disposition de ressources longues pour le refinancement du crédit d'investissement.
 - Suivi des risques de surendettement ; éducation financière.
 - Protection de l'épargne
- Le défi est donc moins sur le choix des orientations que sur la manière de les mettre en œuvre (définition des priorités).

3. Accès aux marchés

- a) L'insertion des ménages ruraux aux marchés**
- b) Le fonctionnement des marchés agricoles au Niger**
- c) Les politiques publiques visant à réduire les risques liés aux marchés**

L'insertion des ménages ruraux aux marchés (1)

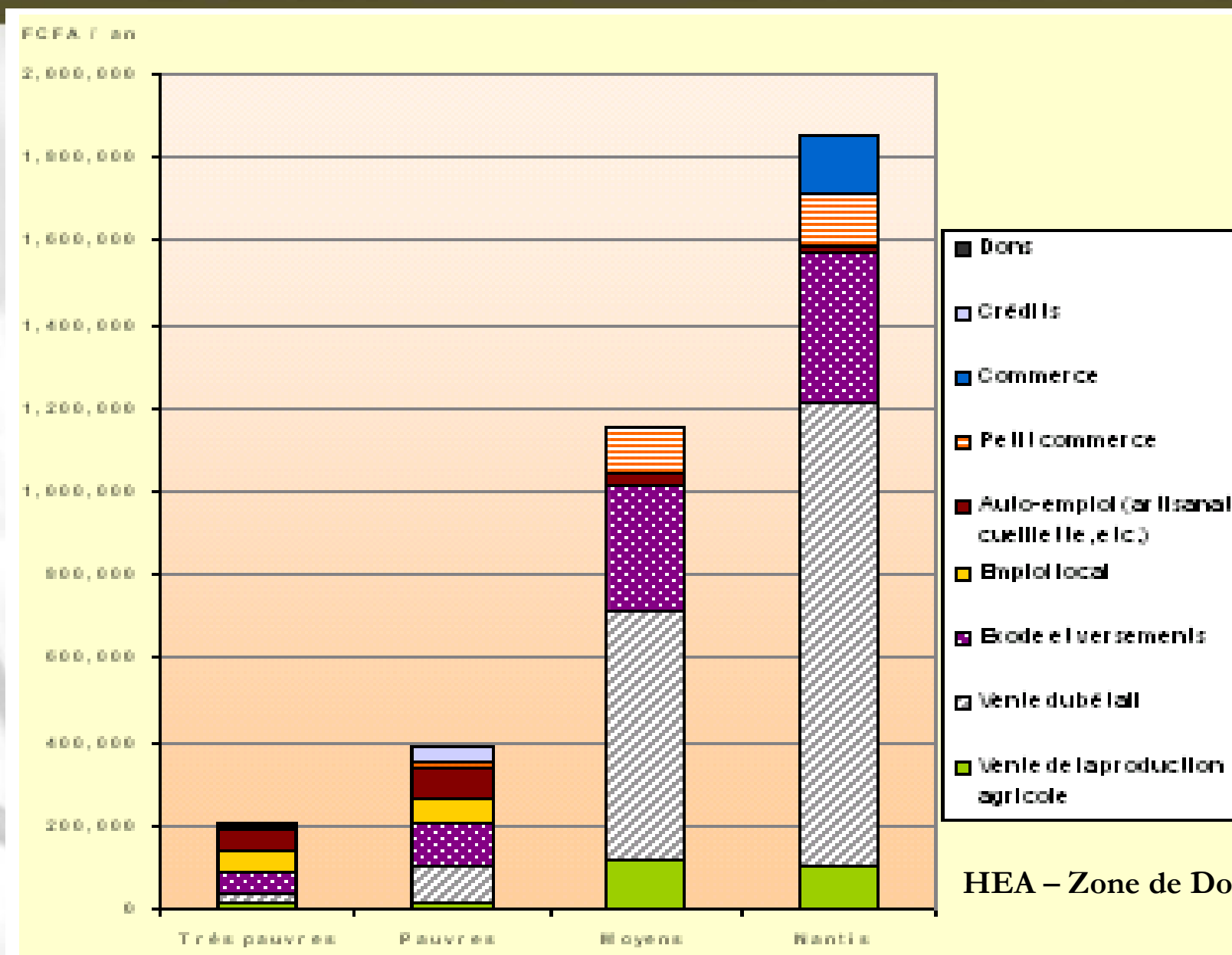
- La compréhension de l'ampleur et des effets des risques liés aux marchés nécessite de disposer d'une typologie des ménages ruraux et des modalités de leur insertion aux marchés.
- Pour cela, on s'appuie principalement sur les données issues des enquêtes sur l'économie des ménages (HEA).

L'insertion des ménages ruraux aux marchés (2)

	En % des ménages	Structures	Perspectives
Très pauvres	30-35	1 ha ; 7 personnes	Paupérisation croissante
Pauvres	25-30	1,5ha ; 9	Pluriactivité ; Peuvent basculer vers paupérisation ou vers insertion
Moyens	25-30	2 ha ; 10	
Nantis	10-15	4 ha ; 12	Insertion croissante dans le marché ; augmentation des actifs

Source : R. Blein ; S. Bakary à partir des enquêtes HEA au Sahel

L'insertion des ménages ruraux aux marchés (3)



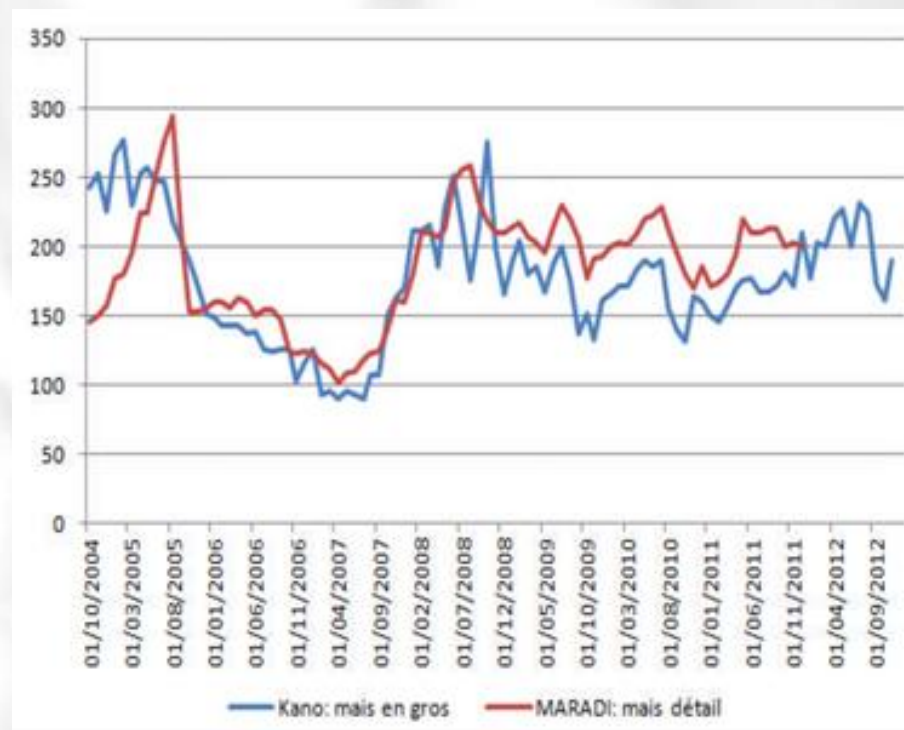
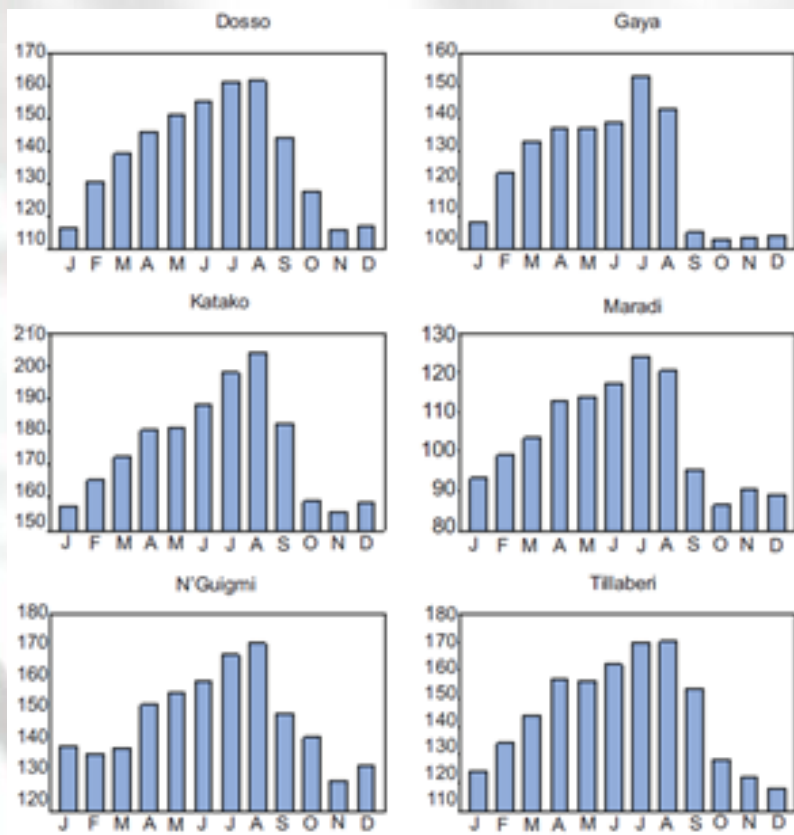
L'insertion des ménages ruraux aux marchés (3)

- Ménages très pauvres et pauvres :
 - Source de revenu principale : vente force de travail (localement ou à l'étranger)
 - L'essentiel de la nourriture est achetée (car base productive trop faible).
 - Ménages moyens :
 - Source de revenu principale : vente de bétail (et dans certaines zones, vente produits maraîchers)
 - Environ la moitié de la nourriture est achetée.
- ➔ La question de la gestion des risques liés aux marchés ne se pose donc pas de la même manière pour ces différentes catégories.

Le fonctionnement des marchés (1) : les flux

- Importance croissante du marché intérieur (demande des urbains) en tant que débouché des productions agricoles nationales.
- Rôle majeur du Nigeria :
 - Approvisionnement du Niger en céréales pendant la période de soudure.
 - Débouché des exportations nigériennes : bétail, souchet, oignon, niébé.
 - Destination de nombreux migrants nigériens (temporaires ou permanents).
- Intégration régionale progresse (les circuits se complexifient), mais elle est faiblement enregistrée par les statistiques douanières.

Le fonctionnement des marchés (1) : les prix

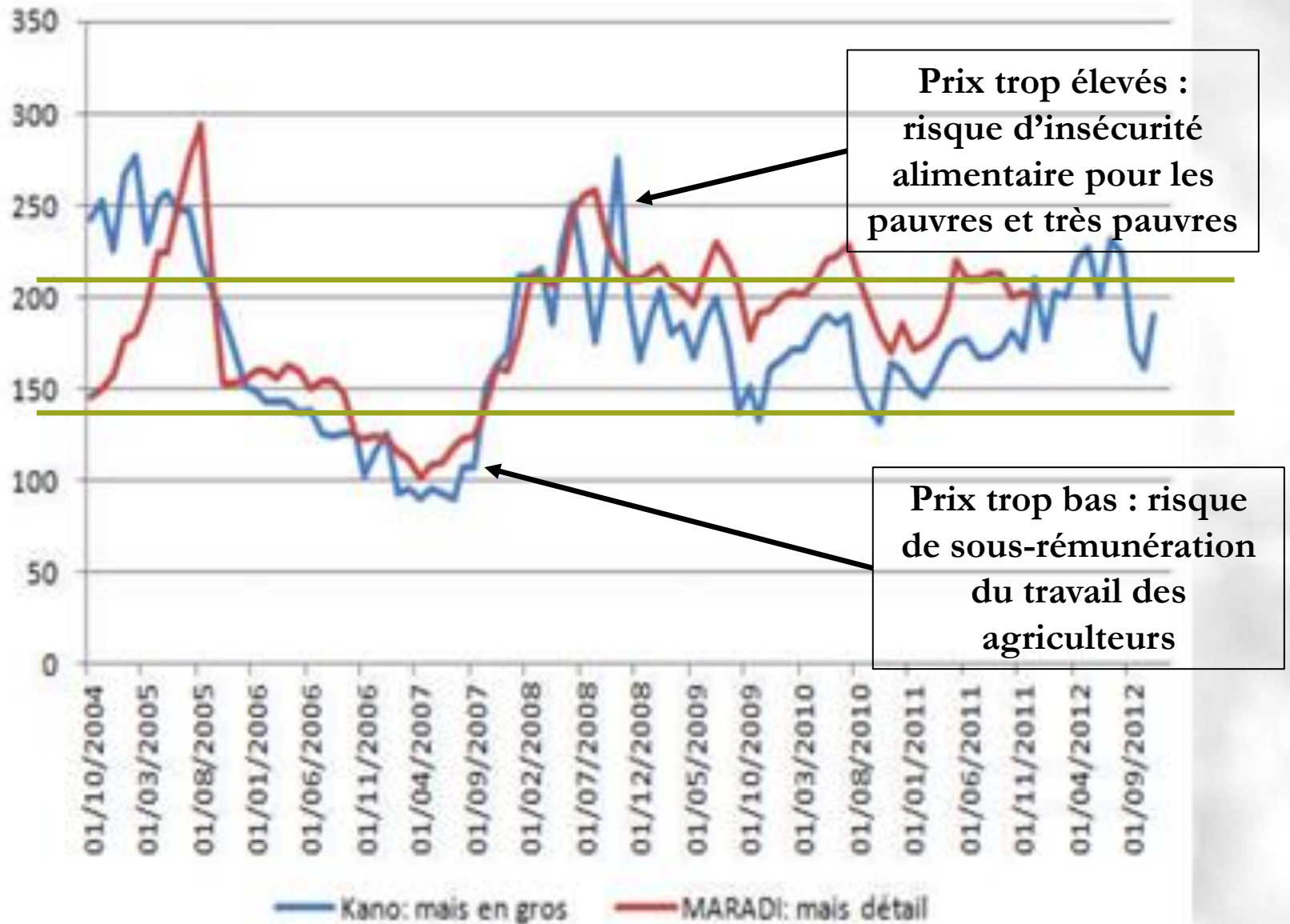


Fluctuations saisonnières importantes.
Prix moyen du mil 1990-2008

Volatilité interannuelle forte
Prix du maïs 2004-2012 à Kano et à Maradi

- Céréales :
 - Intégration spatiale des marchés est réelle sur l'ensemble du territoire, bien que certains marchés soient davantage isolés (enclavement).
 - Intégration entre marchés du Nigeria et du Niger est forte (voir graphe précédent): Kano -> Maradi -> Autres marchés nigériens.
 - La volatilité des prix sur les marchés internationaux se transmet en partie sur le marché national (vérifier, cf. étude CIRAD).
- Bétail :

Politiques publiques (1): les défis à traiter



Politiques publiques (2): Limiter les fluctuations de prix

- Fluctuations interannuelles :
 - Toutes les actions en faveur d'une meilleure stabilité des volumes de production (cf. PAGMA).
 - Infrastructures de transport et de commercialisation
 - Réduction des obstacles au commerce (régional surtout)
 - A moyen terme : encouragement de bourses de denrées.
- Fluctuations intra annuelles :
 - Encouragement du stockage par les OP et par les opérateurs privés (warrantage, tierce détention, ...).
 - Systèmes d'information sur les marchés.
 - Renforcement des OP

Politiques publiques (3): Prévenir les hausses ; atténuer leurs effets

- Prévention :
 - Renforcer la mise en réseau au niveau régional des SIM, notamment avec le Nigeria.
 - Commerce extérieur : mesures complémentaires au TEC (sauvegarde inversée) en cas de flambée des prix sur les marchés internationaux
- Atténuation :
 - Filets de sécurité, structurels et conjoncturels (gamme large d'instruments)
 - Aide d'urgence (nutritionnelle) si nécessaire.

Politiques publiques (4): Prévenir les baisses, atténuer leurs effets

- Prévention :
 - Renforcer la mise en réseau au niveau régional des SIM, Commerce extérieur : application des clauses de sauvegarde prévues dans le TEC en cas d'effondrement des prix sur les marchés internationaux.
 - Soutenir l'amélioration des performances des chaînes de valeur, pour améliorer la rémunération des producteurs, à la fois sur le marché national et sur les marchés d'exportation: normes de qualité, développement de la transformation agro-alimentaire, marques collectives, indications géographiques, ...
- Atténuation :
 - Subvention aux intrants
 - Constitution de stocks tampons ?

4. Conclusion

Conclusion

- Confirmation de l'interdépendance des risques:
 - Les risques affectant le processus de production ont des effets sur la volatilité des prix. En sens inverse, la volatilité des prix freine les investissements productifs (rentabilité trop aléatoire) et donc l'accès au crédit.
 - Simultanément, les risques liés à la financiarisation peuvent se combiner avec ceux liés aux marchés, aboutissant à la fragilisation des agriculteurs ayant recours au crédit.
- Confirmation de l'existence de problématiques spécifiques aux différentes catégories de ménages agricoles.
- Le défi est donc de parvenir à une approche holistique (les différents types de risques) mais non uniforme.

Conclusion (2)

- Quelques pistes :
 - Le couplage crédit – subvention pour des actions en faveur de l'amélioration de la commercialisation.
 -

Merci pour votre attention

Place au débat !